

La guerre de Gaza a approfondi le faussé séparant l'Europe des mondes arabe et africain, laissant la voie libre à la Russie pour disséminer son message et prendre une place de choix.

Youssef Cherif, directeur du Columbia Global Centers, Tunisie.

CHAVIRER ENTRE MOSCOU ET BRUXELLES

Les premières victimes de la guerre de Gaza sont les populations civiles. Mais les deuxièmes victimes sont les relations de l'Europe avec son voisinage sud, ce que Russes et Chinois ne manquent pas de remarquer. Et si Pékin, déjà en Afrique, est un joueur qui mise sur le temps long et qui ne met que très peu de pions sur la carte du Moyen-Orient, c'est Moscou qui semble aujourd'hui rafler la mise. Alors que des milliers de civils sont tombés et continuent de tomber à Gaza, les pays de l'Union européenne (UE) se montrent prudents lorsqu'il s'agit des Palestiniens, mais généralement biaisés lorsqu'il s'agit d'Israël. La Russie, cependant, joue l'amie des Arabes et des Africains, l'héritière de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), le partenaire bienveillant, et la victime opprimée qui se soulève ; et elle trouve des oreilles attentives.

L'histoire peut expliquer ce retournement de situation. Entre une URSS souvent alliée des mouvements indépendantistes lors de la première moitié du XX^{ème} siècle, une aide colossale pour les régimes panarabes et panafricains dans la deuxième moitié de ce même siècle, une Russie en déclin mais jamais trop loin (surtout sous la houlette de Yevgeny Primakov) à la fin des années 1990, une Russie poutiniste qui se veut fière et proche pendant les années 2000 (principalement à la suite de la guerre d'Irak), et une Russie impériale et guerrière pendant les années 2010, les Arabes et les Africains ont vu un allié plus qu'un ennemi.

Mais pas que. Il y a aussi les actions – et les inactions – européennes. Il y a l'accélération des événements de ces dernières années. Il y a le perfectionnement des outils

de la communication stratégique par les Russes, et la déroute des Européens dans ce domaine, du moins vis-à-vis des Arabes et des Africains. Cet article compare les réactions arabes à la guerre en Ukraine et celle de Gaza, et les réactions russes et européennes envers ces deux guerres. Il se penche aussi sur l'expansion européenne vers l'Est et la fermeture des frontières du Sud et conclut par une synthèse des relations entre ces trois pôles.

LA GUERRE EN UKRAINE VUE DU SUD

Lors de son déclenchement, la guerre en Ukraine semblait loin du monde arabo-africain. Mais arrivé l'été 2022, une crise de sécurité alimentaire couplée d'une crise économique étrange les États de la Ligue arabe (hors pays du Golfe et Algérie) et de l'Union africaine. C'est là que les Européens, confidents en leur prépondérance chez les voisins du Sud – une conclusion logique si l'on suit les échanges commerciaux et les flux migratoires – font face à une première surprise. Alors qu'ils déploient dès les premières semaines de l'invasion russe une aide considérable pour pallier la crise, incluant des livraisons de graines, ils se rendent compte que la majorité des populations arabo-africaines soutient la Russie, opinion partagée aussi par l'intelligentsia.

La deuxième surprise arrive avec la suspension par la Russie, en juillet 2023, de l'accord sur les exportations des céréales ukrainiennes, signé un an auparavant. Cet accord, qui garantissait le passage des navires ukrainiens transportant les céréales, bénéficiait essentielle-



Le président russe Vladimir Poutine et le président égyptien Abdel Fattah el-Sisi lors du deuxième sommet du Forum économique et humanitaire Russie-Afrique. Saint-Petersbourg, le 28 juillet 2023./CONTRIBUTOR/GETTY IMAGES

ment les pays arabes et africains. La crise alimentaire a ainsi repris de plus belle. Les responsables européens se sont empressés de condamner la Russie, et leurs médias ont suivi la cadence. Ils s'attendaient à une révolte généralisée contre la Russie dans la région méridionale. Mais, au grand dam de Bruxelles et de ses capitales, les opinions publiques arabes et africaines n'ont pas changé de cap, toujours favorables à la Russie, et de même pour leurs régimes, toujours plus critiques envers l'UE.

Les cinq raisons du soutien arabo-africain à la Russie – comprenant l'anti-impérialisme toujours vivace dans l'ancien monde colonisé ; la perception du double-discours chez les Occidentaux au sujet de la Palestine et des dictatures ; l'autre double-discours, celui des dirigeants arabo-africains, qui prennent l'aide européenne d'une main et rejettent les pressions européennes de l'autre ; la propagande russe et la suprématie de la communication stratégique ; et enfin l'éloignement de l'Ukraine des préoccupations arabo-africaines – ont été évoquées dans **afkar/idées 65** (Printemps 2022). Ces raisons sont à mettre dans le contexte de la montée des droites dans le monde – des droites qui dénigrent le projet libéral occidental et sapent la politique étrangère occidentale de l'intérieur – et du sentiment anti-occidental accentué par la crise du Covid, de la vague anti-française au Sahel, et par extension anti-occidentale en Afrique et dans le monde arabe. Mais la goutte qui a

fait déborder le vase, c'est la position occidentale durant la guerre de Gaza.

LE MONDE ARABE ET LA GUERRE DE GAZA

Depuis le déclenchement des hostilités, le 7 octobre 2023, le monde arabe est en ébullition. Que ce soit au Maroc qui entretient des relations privilégiées avec Israël, ou en Égypte qui garde le flanc sud d'Israël, ou au Liban et en Irak, pays utilisés par l'Iran dans sa guerre par procuration contre l'État hébreu, les manifestations n'ont pas cessé. Le déluge de feu versé par Israël pour venger leur plus de 1 200 morts, et les milliers de victimes palestiniennes qui sont tombées par la suite, a retenti dans tout le sud de la Méditerranée. Le fait que les médias panarabes aient relayé cette guerre minute par minute, des fois amplifiant les faits, a rajouté au sentiment d'injustice. Et, comparé aux épisodes précédents des conflits opposant Israël ou l'Occident à des forces arabes, la guerre actuelle est entièrement couverte par les réseaux sociaux, avec leurs doses de mésinformation et désinformation.

Les régimes arabes, bien que méfiants du Hamas, et souvent aussi brutaux qu'Israël envers leurs propres populations, se sont retrouvés accolés au mur. Dans la situation actuelle, et avec une population jeune dynamisée par les révolutions arabes de 2011 et déjà enragée par la crise économique et le manque de participation politique, ils ont dû se montrer plus acerbes envers Israël et moins conciliants envers leurs alliés occidentaux. Ainsi, par exemple, le régime égyptien ne cesse de fuiter des informations selon lesquelles Abdel Fattah el-Sisi serait en froid avec le premier ministre israélien, Benjamin Neétanyahou, ou que son armée serait mise en

La Russie apparaît comme l’alliée – imaginaire – idéale ; l’opportunisme politique de Poutine, qui l’a conduit en Syrie, en Libye, en Afrique centrale, et au Sahel, continue à lui faire gagner des points

état d’alerte, pour conserver sa légitimité auprès de la population. De son côté, le roi de Jordanie participe en personne aux opérations humanitaires, etc.

Par ailleurs, ces régimes ont face à eux une administration américaine moins portée sur leur région que l’Administration Bush et les néoconservateurs des années 2000, et une UE, certes plus structurée, mais aux gouvernements plus fragilisés et risquant d’être radicalement renversés aux premières élections. Et puis, surtout, ils naviguent dans un monde plus multipolaire que celui d’il y a deux décennies. La Chine s’impose en super puissance, la Russie est plus belliqueuse, les BRICS sont en expansion ; les régimes arabes font partie du Sud Global, et ce Sud est en marche. Ils se permettent donc de critiquer, refuser, et prendre l’initiative, sans craindre des sanctions majeures.

Et là encore, leurs alliés occidentaux ne leur facilitent pas la tâche ; il n’est pas un mois qui passe sans qu’un haut responsable américain n’annonce que la normalisation avec Israël, a de beaux jours devant elle, ou que les États arabes seraient contents de la disparition du Hamas, ou que des négociations sont en cours pour la sécurité d’Israël le jour d’après. Les régimes arabes se retrouvent donc pressés par leurs populations, malmenés par leurs alliés traditionnels, et courtisés par les puissances montantes, qui leur promettent une relation saine et équilibrée.

L’AFRIQUE ET LA GUERRE DE GAZA

Pour les régimes d’Afrique subsaharienne, les considérations sont différentes. Gaza est moins présente auprès de leur public, et il y a eu très peu de manifestations dans leurs rues ou devant les ambassades israéliennes. Tout d’abord, les relations entre le Moyen-Orient et l’Afrique subsaharienne sont limitées, pour le meilleur et pour le pire, et il y a peu de médias arabophones – classiques ou nouveaux – visant les populations subsahariennes. Et puis il y a les problèmes politiques, sécuritaires, et économiques de ces pays qui occupent leurs citoyens plus que les grandes causes étrangères de libération. Ensuite, dans certaines régions, des siècles d’esclavagisme arabe rendent les Arabes presque aussi oppressants et lointains que les pays occidentaux dans la mémoire collective. Le racisme anti-noir décomplexé, dévoilé ces dernières années au grand jour au Liban, dans les pays du Golfe et au Maghreb, n’a fait que renforcer ces sentiments. Et même si Arabes et Africains se sont entremêlés pendant les luttes anticoloniales du milieu du XX^{ème} siècle, et si la

lutte contre l’apartheid a eu des soutiens dans des pays comme l’Algérie, la Libye, ou la Palestine, cette mémoire s’est fadée aujourd’hui.

Il n’empêche que c’est l’Afrique du Sud qui a pris la lutte contre Israël à la Cour Internationale de Justice, soutenue dès les premiers jours par la Namibie, devant les pays arabes. Les dirigeants de ces deux pays ont eu des propos durs envers Israël et le bloc occidental, attirant de vives critiques américaines et européennes. La Namibie a même réveillé les doléances anti-allemandes, relatives à une histoire coloniale vieille de plus d’un siècle. Si certains ont expliqué cet activisme par la solidarité tiers-mondiste – ou sud globaliste – et les blessures historiques, il ne faut pas oublier le contexte actuel. L’Afrique du Sud veut prendre le leadership africain au sein des BRICS, et la guerre de Gaza a été l’occasion idéale pour qu’elle démontre son potentiel. La Namibie, dépendante de l’Afrique du Sud et proche de la Chine, a suivi. Et alors que l’Afrique entière est frappée par un vent anti-occidental, ce positionnement pour la Palestine, ou contre les États-Unis et l’UE – surtout l’Allemagne pour la Namibie – devient compréhensible, car il suit les dynamiques du moment et il renforce la légitimité des gouvernements. La position africaine rappelle ainsi celle du Brésil et certains pays d’Amérique latine, et se rapproche de celle de la Russie et quelque part de la Chine.

ET LA RUSSIE DANS TOUT ÇA ?

En réalité, la Russie fait très peu pour Gaza. Comme pour les sinistrés africains et arabes de la guerre en Ukraine, la Russie critique, fait travailler ses réseaux médiatiques et sociaux, mais n’envoie que peu d’aide. Les relations avec Israël continuent normalement. Cependant, et contrairement aux États occidentaux, la Russie maintient de bonnes relations avec l’Iran et les factions palestiniennes. Une délégation du Hamas s’est rendue à Moscou en octobre 2023, seul pays à les avoir reçus, à part l’Égypte et les pays de l’« axe de la résistance ». Par ailleurs, la Russie a aussi poussé pour l’expansion des BRICS vers le monde arabe, favorisant ainsi ses amis que sont l’Égypte, les Émirats arabes unis et l’Arabie saoudite. L’image qui se dresse est celle d’une Russie se positionnant aux côtés des Arabes, alors que l’Occident les déshumanise et les ignore.

Cette image est, en parallèle, amplifiée par les outils de communication stratégique de la Russie envers le monde arabe, avec en figure de proue la chaîne de télévision RT Arabic. Ce canal d’information russe en langue arabe est de plus en plus suivi et, lors de la guerre de Gaza, il a déployé plusieurs journalistes sur le terrain, des journalistes palestiniens qui partagent leur peine avec le public. Ils sont ainsi plus proches des journalistes d’Al Jazira ou d’Al Mayadeen, très expressifs et ne cachant pas leurs opinions personnelles, que ceux de France 24 Arabic ou de BBC Arabic, plus réservés. Pour le citoyen arabe ordinaire, l’information qui lui vient de Moscou devient plus touchante que celle qui arrive de Paris ou Londres. RT Arabic a même lancé une campagne publicitaire d’envergure à travers le monde arabe, quelques semaines après le 7 octobre : « Ils essaient de nous faire taire. Vous cherchez la vérité. Retrouvons-nous sur RT Arabic ». Ainsi,

Tandis que les dictatures se consolident sur la rive sud, qu'un vent anti-européen de plus en plus puissant se lève et que la crise humanitaire se montre plus pressante, l'UE semble abandonner cette zone qui lui était si proche pendant des millénaires

étant donné le soutien aveugle à Israël du côté occidental, la Russie apparaît comme l'alliée – imaginaire – idéale ; l'opportunisme politique de Vladimir Poutine, qui l'a conduit en Syrie, en Libye, en Afrique centrale et au Sahel, continue à lui faire gagner des points.

ET L'EUROPE ?

Vue de la rive sud de la Méditerranée, l'Europe semble s'éloigner de plus en plus. D'abord, il y a le soutien à Israël dans sa campagne de Gaza ; même si le Haut Représentant de l'UE, Josep Borrell, multiplie ses déclarations critiques envers Israël, même si le gouvernement espagnol prend des mesures que d'aucuns considèrent pro-palestiniennes, et même si nombre d'organismes et de partis européens ne cachent pas leur colère contre l'État hébreu, ce qui reste dans la psyché arabo-africaine sont les commentaires des dirigeants allemands ou français et les actions de leurs forces de l'ordre contre les manifestants pro-palestiniens, et les larmes versées pour Israël et nullement pour Gaza.

Il y a ensuite l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE avec l'Ukraine et la Moldavie, en septembre 2023. Cet épisode intervient en même temps qu'une série de mesures destinées vers l'Est, comme l'aide considérable déployée dans les pays des Balkans pour la mise en place d'États de Droit, ou l'inclusion de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'espace Schengen. Cette ouverture vers l'Est s'accompagne d'une fermeture sur le Sud, où la seule offre comparable à l'expansion vers l'Est est celle pilotée par l'Italie, les Pays-Bas et la Commission européenne, visant à limiter les flux migratoires et, au dire de ses détracteurs, à ériger un mur d'enceinte au sud de la Forteresse Europe. La symbolique est forte : on ouvre à l'Est, et on ferme au Sud.

Très peu de discussions ont eu lieu dans le monde arabo-africain concernant l'expansion européenne vers l'Est, mais c'est la fermeture redoublée des frontières du Nord qui a soulevé l'attention. Et là, ce ne sont pas seulement les citoyens ordinaires qui se plaignent, ce sont aussi les élites, eux qui n'arrivent plus à obtenir de visas ni à envoyer leurs enfants étudiant en Europe, alors qu'ils ont eux-mêmes étudié et parfois fait carrière en Europe ou dans des organismes européens. Tandis que les dictatures se consolident sur les rives sud, qu'un vent anti-européen de plus en plus puissant se lève, et que la crise humanitaire (économique, climatique, etc.) se montre plus pressante, l'Europe semble lever les bras et abandonner cette zone qui lui était si proche pendant des millénaires. Régimes et populations arabes et africains, du plus commun des citoyens au plus élitiste, se voient donc rejetés par l'UE, et se mettent à chercher son remplacement.

CONCLUSION

Les relations entre le monde arabe, l'Afrique et l'UE n'ont pas toujours été faciles. Il y eut d'abord le colonialisme, puis le néocolonialisme ou les relations de dépendance. Si la guerre froide a mélangé les cartes, ce qui a suivi n'a pas amélioré la situation. Pendant ces années, les Européens ont accusé les régimes arabes et africains de ne pas avoir de politique européenne claire, et d'opprimer leurs populations sans présenter d'alternative de pouvoir. La montée du radicalisme panarabiste puis islamiste, et l'arrivée en masse de migrants arabes et subsahariens, a cristallisé les foules de droite en Europe et conduit à une méfiance accrue envers les voisins du Sud, avec un mélange de peur légitime et de racisme inconscient. Et s'il y a eu une euphorie européenne pour la démocratisation africaine des années 1990 et 2000 et les révolutions arabes de 2011, elle s'est vite estompée, laissant place à une phobie grandissante des migrants affamés et violents.

Du côté arabe et africain, pendant les années 1990, la Communauté européenne a été perçue comme profitant de la chute de l'URSS pour pousser à des relations économiques à son avantage, ronger la souveraineté de ses voisins affaiblis, et – pour les Arabes – forcer une normalisation immédiate avec Israël. Pendant les années 2000, dans le monde arabe surtout, les Européens, alliés des Américains, ont été mis en cause pour la guerre d'Irak, les violences en Palestine, et la montée du terrorisme islamiste, à tort ou à raison. Puis, après 2011, l'UE a été tantôt traitée de naïve pour avoir favorisé les jeunes et les islamistes, tantôt de complice dans la destruction des États arabes.

À cela s'ajoute le sentiment d'injustice face au Covid quand l'Europe, plus avancée scientifiquement et au niveau des infrastructures, a pu s'en sortir et se reconstruire rapidement, alors que les pays du Sud ont sombré – même si l'Europe a déployé son aide une fois qu'elle a pu gérer sa propre crise. Il y a aussi la froideur européenne envers les voisins du Sud, lorsque les problèmes politiques et climatiques les ont ravagés, traduite dans la levée de boucliers contre les migrants – et les voyageurs de manière générale – et la favoritisation des bureaucrates chevronnés aux politiciens amateurs. Alors, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine et a accusé l'Union européenne et les États-Unis d'être la cause de cette guerre, il y avait dans le monde arabo-africain un terrain propice à adopter cette théorie. La guerre de Gaza, avec le soutien inconditionnel des Occidentaux à Israël, n'est que la dernière source de divisions, mais pas des moindres.

C'est cet amoncellement de crises et de malentendus qui nous mène au résultat actuel : un monde arabo-africain qui se sépare de l'UE, qui regarde la Russie avec ferveur, et qui n'attend que d'être cueilli par la Chine qui s'éveille./